



Témoignages d'expériences : L'apport de la recherche en sciences sociales	2
"Du mal logement au mal-être des ménages en précarité énergétique"	2
"Des outils pour réduire la précarité énergétique en situation interculturelle"	5
Pauvreté, mal logement et précarité énergétique en PACA	9
Qu'est-ce que le RREP ?	12
Synthèse de l'année écoulée : Le RREP déjà 1 an ... Quelles idées, quelles actions?	15
Perspectives : Des idées aux actes !	19

COMPTE RENDU DE LA JOURNEE D'ECHANGE DU RESEAU REGIONAL ENERGIE & PRECARITE

2 JUILLET 2009 au centre AGORA d'Aubagne

La précarité énergétique en Région PACA Enjeux et Perspectives

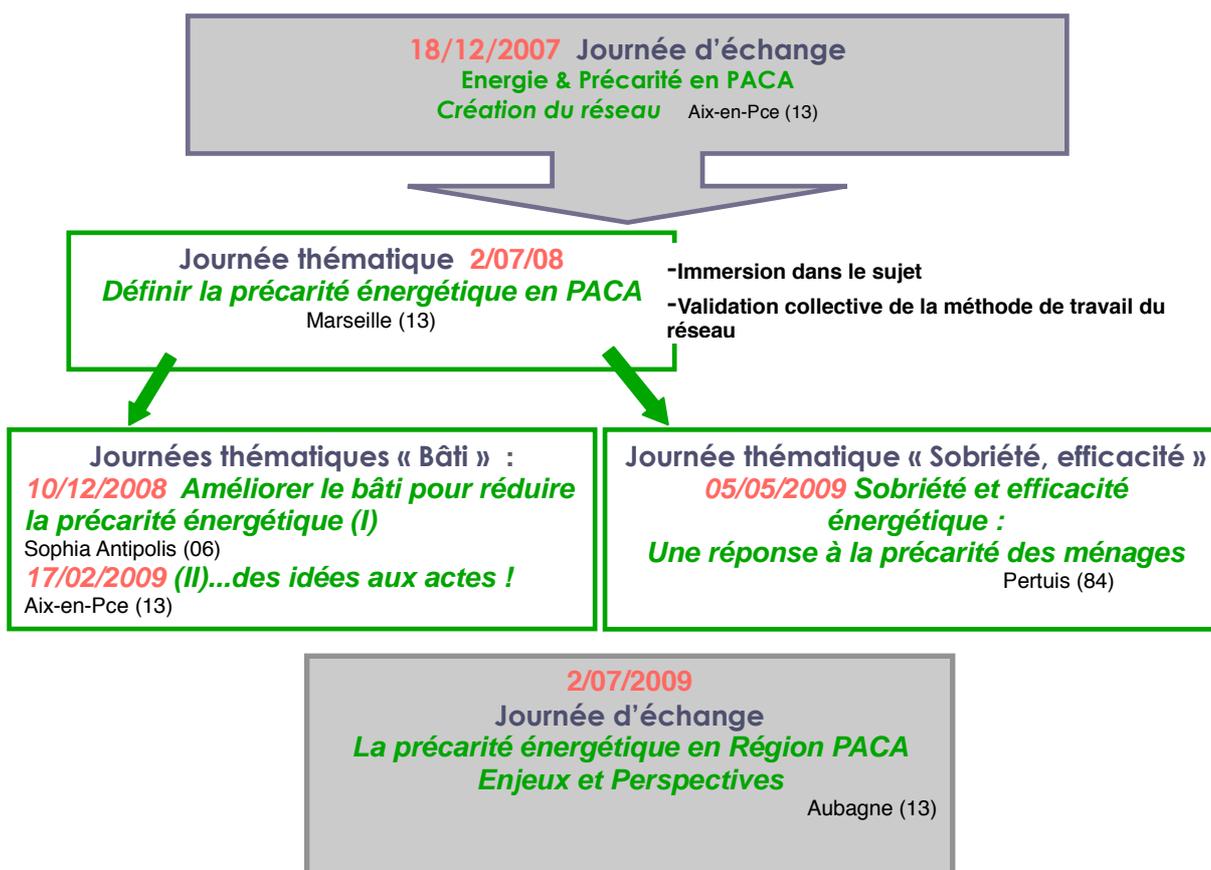
64 participants de 38 structures

Les objectifs opérationnels de cette rencontre

Depuis un an, le Réseau animé par les associations CIPFP le Loubatas et ECOPOLENERGIE et le laboratoire de recherche le SHADYC, a rassemblé 225 participants de 132 structures autour de journées thématiques qui ont permis aux différents professionnels d'échanger sur la mise en œuvre d'actions opérationnelles et d'améliorer de façon générale la prise en compte de la précarité énergétique dans les politiques publiques.

Afin de continuer à consolider nos actions et à alimenter nos réflexions, les animateurs du RREP proposent lors de cette journée de faire un bilan de cette première année de mise en relation, déjà très riche, et de dégager des projets d'actions plus concrètes pour l'année à venir.

Le schéma suivant récapitule la vie du réseau depuis 1 an :



Témoignages d'expériences : L'apport de la recherche en sciences sociales

Animés par Suzanne de Cheveigné SHADYC-EHESS-CNRS

1

"Du mal logement au mal-être des ménages en précarité énergétique" – Processus et trajectoires – Causes et conséquences – Modes de recours et perspectives (Appui Recherche PUCA / ADEME 2008-2010)

Par Isolde Devalière, CSTB, Sociologue

Définition du problème

La précarité énergétique est la conjonction d'une baisse de ressources (rupture trajectoire professionnelle / familiale / santé) et d'un logement inadapté (mal isolé, mal équipé, « mal occupé » (taille), charges élevées).

Elle est la construction institutionnelle d'un problème transversal qui lie pauvreté économique du ménage / défaillances techniques du logement/coût de l'énergie, dans un contexte politique favorable à l'émergence d'une préoccupation partagée (Grenelle, CEE, DPE, OPAH / PIG Energie).

Indicateurs de l'inconfort thermique et vulnérabilité économique

✓ **Les pauvres**

3,6 M. pers. en dessous seuil pauvreté (12% revenus <60% médiane, Onpes 2005)

✓ **Les « vulnérables »**

Les 3 premiers déciles de la population dépensent respectivement 14,3 %, 8,3 % et 6,5 % de leur revenu dans le poste énergétique (moy. nationale 5,66%)

✓ **Les « frileux »**

3,6 M. ménages déclarent avoir souffert du froid dans leur logement, soit 14 % des ménages Français (Insee, 2006)

✓ **Les mal logés**

872 000 logements inconfortables, mauvaise qualité

2 M. pers. vivent en situation d'inconfort et de surpeuplement (Fap)

✓ **Les ayants droits**

1 M. de foyers éligible au TPN (1/4 bénéficiaires)

246 227 ménages ont bénéficié de FSL (62 M. €, 2006)

Questions de départ (*Recherche ADEME / PUCA*)

✓ Y a-t-il une ou plusieurs précarités énergétiques ?

✓ Qu'est-ce qui caractérise et distingue la précarité économique et sociale de la précarité énergétique ?

✓ Quels sont les facteurs et les mécanismes qui contribuent à la précarisation des ménages dans leur logement ?

✓ Quelles sont les caractéristiques communes et distinctes des ménages repérés ? (trajectoires, profils, type d'habitat, type d'équipement, mode de chauffage, usages et pratiques domestiques)

✓ En quoi les dispositifs existants (aides à la personne et à la pierre), s'ils sont accessibles et connus, pallient-ils aux situations de précarité énergétique ?

Démarche et outils méthodologiques

✓ Choix des terrains d'étude expérimentaux

✓ Création et animation des comités de pilotage mixtes (CG/EIE) et partenariats avec fournisseurs d'énergie (ABC)

✓ Entretiens auprès des acteurs locaux

✓ Enquête sociologique auprès de 40 ménages volontaires + diagnostic thermique simplifié, mesures, score QT

✓ Traitement statistique des données et analyse du contenu

Données explorées

Entretien individuel à domicile et **Diagnostic thermique** très simplifié

Enseignements de ces entretiens : **Ecart entre diagnostic et inconfort ressenti**

Sentiment d'un inconfort thermique réel ou amplifié (mal-être)

- 65% estiment que leur logement est difficile à chauffer
- 50% des logements visités « mal chauffés » (<18°C et >20°C)
- Près de la moitié estime que son logement est très humide
- Un quart des logements visités est très humide (+60% d'humidité) (25%)
- 72% estiment que leur logement est mal isolé
- 42% des logements visités sont mal isolés

Pourtant 7 ménages sur 10 sont globalement satisfaits de leur logement

Arbitrages, privations, restrictions, isolement social, mal vivre

Pratiques et points d'appui

- Les deux tiers ont eu des impayés (65% FSL)
- Arbitrage des factures : l'alimentation en dernier
- Recours à une AS (87%) , à la famille (40%) et à des associations car.
- Une vie sociale faible et limitée

Conséquences de la précarité énergétique

- Privations et restrictions au niveau du chauffage
- Problèmes de santé liés au mal logement et au mal vivre
- Un sentiment d'isolement plus important (et plus avéré)
- Des restrictions budgétaires plus drastiques
- Une forte crainte que les enfants soient victimes de la situation
- Un frein aux travaux d'amélioration du confort thermique (crainte avenir)

Mal ou trop peu informés

- ✓ 50% de l'échantillon ne connaît pas le tarif social de première nécessité (12 bénéficiaires TPN / 28 éligibles)
- ✓ Aucune personne n'a assisté à une réunion d'informations sur les économies d'énergie (désintérêt, méconnaissance, « bon sens »)
- ✓ Moins d'un ménage sur deux a un système HC/HP
- ✓ Un ménage sur deux utilise des ampoules basse consommation (coût)

Trois profils type

Les satisfaits / les fragiles ou le confort chez soi au prix d'une restriction budgétaire (impayés, pas modulation température)

Les résistants / les économes en quête d'un confort thermique au moindre coût (bricolage, calfeutrage, appoint, régulation / modulation température)

Les vulnérables / les résignés en raison d'un inconfort subi (impuissance, mal-être, 72% désir mobilité contre 45%, MI, 18°C)

➔ Adopter des dispositifs différenciés selon les profils

Installation contrainte, mode de chauffage subi

Choix / Contrainte : installation, type d'habitat et sa localisation, mode de chauffage, la situation économique du ménage conditionnent le rapport du ménage à son logement et à son confort

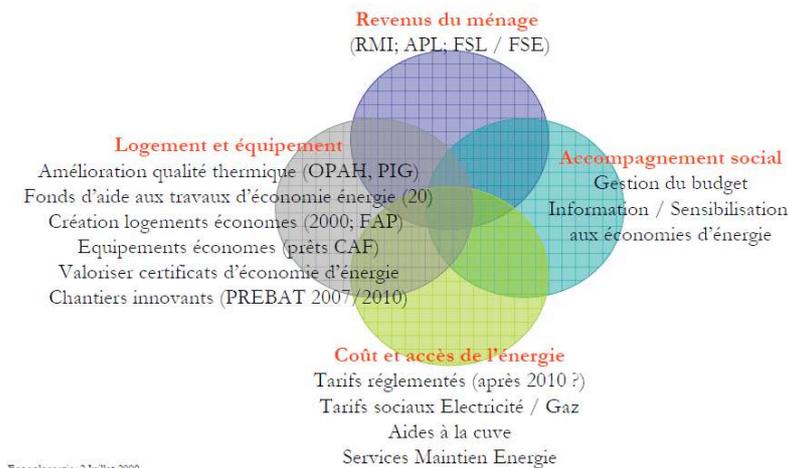
Durée : Une installation provisoire rend supportable l'inconfort thermique.

Une installation contrainte et durable requiert un niveau de confort plus élevé.

Mobilité résidentielle : Si ce confort thermique est satisfait, le ménage peut envisager d'y rester.

Sinon le ménage adopte trois types de comportements : la résistance, la résignation ou le rejet du logement avec un fort désir de mobilité (risques santé, sécurité, dégradation du bâti).

Leviers et moyens d'actions



↔ Extraits des interventions et des échanges

A quel moment peut-on dire qu'un ménage sort d'une situation de précarité énergétique ?

Un ménage sort de cette situation quand il quitte son logement ou qu'une intervention importante a lieu sur le logement (travaux).

Qu'en est-il des collectivités par rapport au logement ? La dynamique doit partir d'une dimension politique.

Des actions coercitives sur le logement sont possibles.

DREAL- Certaines collectivités sont en démarche territoriale de développement durable, certaines sont présentes aujourd'hui.

Comment sortir réellement de la précarité énergétique quand on sait que les relations entre propriétaires bailleurs et locataires sont difficiles notamment sur la question des travaux à engager ?

Il est évident que dans le meilleur des cas, et ça arrive, le logement est amélioré par le propriétaire, mais le constat général c'est que le plus souvent ce sont les locataires qui quittent le logement.

Comment alors contraindre le propriétaire à engager des travaux tout en préservant le bien être des familles ?

Le droit au logement permet une action coercitive. Ceci dit, le dispositif de plainte est assez compliqué, s'il y a une assignation à résidence, la famille est bloquée, elle ne peut pas partir. Les familles hésitent à déposer plainte car ils craignent d'être délocalisés ou encore par crainte de signalement après des services sociaux et de se faire retirer les enfants.

Pour ces situations, le rôle du maire est indispensable, il faudrait mieux informer les maires sur ces questions et les inviter aux journées du réseau.

La valeur du Diagnostic de performance énergétique devrait permettre un développement des opérations d'amélioration du bâti.

Comment peut-on mieux informer ? On sait que la Télé est le principal support d'information des publics qui sont dits captifs car sont souvent dans le logement (chômage, maladie...)

Ne peut-on pas envisager une grande campagne d'information dans les médias audiovisuels sur cette thématique ?

Il faut effectivement prendre ces médias en compte mais en étant prudents sur la manière dont sont réceptionnés ces messages par les différents segments de population d'où l'effort des sociologues de fragmenter les publics pour construire des messages appropriés à chaque public. L'image donnée à la télé ne correspond plus, la plupart du temps, au message donné. Le public en précarité regarde beaucoup la télé mais ne réagit pas en fonction.

"Des outils pour réduire la précarité énergétique en situation interculturelle"

Le cas de l'opération "MDE Maroni" en Guyane

Marie-Christine Zelem, CERTOP-CNRS, Maître de Conférence en Sociologie

ERT Services Publics et Economies d'Energie Durables CERTOP-CNRS, UMR 5044 Toulouse II

Avant l'électrification

- Groupes électrogènes individuels :
Quelques heures par jour
- Photovoltaïque : groupe de familles, écoles, dispensaire, mairies...
- Lampes à pétrole
- Pas d'éclairage public
- Très peu d'appareils électroménagers (TV, frigos)
- Pas de téléphone



L'électrification du fleuve Maroni

Electrification en 2004

- Objet : assurer un service public d'électricité à l'ensemble du territoire
- Moyen : gros groupes électrogènes diesel EDF, distribution EDF, vente Kwh sur la base de compteurs EDF (donc abonnements)

Garantie de paiement : les minima sociaux

Electrifier les bourgs...

Les enjeux officiels :

Electricité = instrument de développement économique et social

- Installation de nouvelles activités (artisanat (bois, boulangerie..), tourisme...)
 - Installation d'infrastructures scolaires et médicales
 - Extension réseau téléphonique
- Installation de stations de pompage d'eau

Electricité = outil de planification

- Favorise permanence de l'habitat
- Fixe la population jeune

Les autres enjeux :

Une population d'abonnés captifs : Minima sociaux aspirant au progrès et Fonctionnaires de métropole

Un potentiel de nouveaux consommateurs : Biens alimentaires et Appareils électroménagers

Mais....

- **Attractivité forte des bourgs car :**
 - Électricité = sécurisation
 - Electricité = activités artisanales possibles
 - Electricité = amélioration services (école, commerces..)
- **Migration des populations des écarts vers les bourgs**
 - Hausse des consommations
 - Développement du marché du congelé et abandon des cultures vivrières (abattis, pêche, cueillette)
- **Saturation/production électricité donc arrêt politique d'abonnements**
 - Vois d'électricité et branchements pirates,

- Installations électriques hasardeuses et accidents
- Coupures récurrentes et pannes d'appareils
- Conflits interclaniques
- Impayés d'énergie qui génèrent incompréhensions, hostilité et colère par rapport à EDF

Les situations de Précarité-Energétique en Guyane

- « **Les habitants pauvres** » = l'énergie facteur de précarité = 70 %
 - Minima sociaux, sans ou très faible certification scolaire, en impayés
 - Famille monoparentales, non francophones (bushi-nengue)
 - Appareils de classe « G » achetés au Suriname
- **➔Précarité liée aux usages des appareils de froid domestique**
- « **Les fonctionnaires venus de métropole** » = les habitudes causes de la P-E (transposition d'une culture énergétique)
 - Usage d'appareils énergivores (clim, sèche linge, fer à repasser...)
 - Comportements énergivores (« Avoir le même confort qu'en France »)
 - Logements pas adaptés à ces usages (pas isolés)
- **➔ Précarisation liée à transposition d'habitus métros en zone tropicale**

L'Opération MDE Maroni

- **Contenu de l'Opération MDE**
 - Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'électricité
 - Renforcer l'efficacité énergétique des appareils
 - Communiquer sur les économies d'énergie
 - Réduire les impayés d'énergie
- **Enjeux de l'opération**
 - Pour EDF : réduire courbes de charge, sécuriser groupes électrogènes, limiter les coupures et trouver une paix sociale
 - Pour l'ADEME : réduire les conso, donc impact sur le climat
 - Pour Mamabobi : faire de la médiation interculturelle et redonner aux populations « captives » leur place dans les débats
- **Initiée par le PRME (programme régional de Maîtrise de la Demande d'énergie)**
 - ADEME, EDF, Conseil Régional, C Général
- **Analyse anthropo-technique en 2006**
 - Caractériser l'univers socio-technique
 - Décrire le « milieu récepteur »
 - Le système technique électrique avant/après
 - Les modes d'équipement avant/après réception électricité
 - Les relations au vecteur électrique
 - Les pratiques sociales et croyances associées
 - Les effets pervers (« externalités »)
 - Qualifier sens et enjeux / électrification
 - Faire s'exprimer les savoirs associés et les ressentis

Principes anthropologiques

- Appréhender l'opération comme une « innovation »
- Tenir compte des dimensions culturelles et religieuses, au cœur de l'opération
- S'appuyer sur les dispositions du milieu récepteur
- Identifier des porte-parole (traducteurs ou passeurs) : des médiateurs interculturels,

les grand mans, les communautés religieuses, les institutions scolaires

- Rétablir une certaine symétrie entre « sachants » blancs et « apprenants » noir-marrons »

Mise en œuvre opération MDE oct 2007-nov 2008

- Confiée à Mamabobi, association de médiation interculturelle
- Recrutement de médiateurs autochtones, parlant le taki-taki (FI en social et en électricité)
- Formation des médiateurs (3 jours) sur les conseils en MDE + étiquette + élec (cf Québec)
- Conception de supports en langue « indigène », avec les médiateurs
- Campagnes radio scénarisées
- Quelques interventions dans les écoles
- Livraison de l'opération en deux temps (2 visites par ménage), en face à face et à domicile
- Durée : une année

Déroulement d'une visite

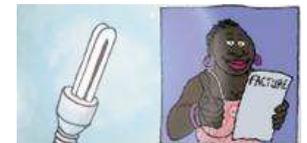
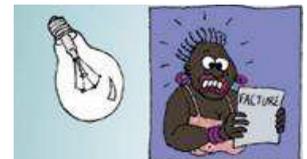
- Mode d'intégration dans le dispositif
 - Tous les ménages du territoire ont été visités (3000)
- Service gratuit
- Durée de la visite : entre 1 et 1h30
- Protocole des deux visites
 - Annonce à la radio locale + distribution T-shirt « Fayaman »
 - Deux visites au domicile par une équipe de médiateurs interculturels (un conseiller en économie d'énergie et un technicien) qui parlent le srane-tengo
 - Visite du logement
 - Conseils personnalisés en MDE et hygiène/frigos
 - Démonstration « comparatif LBC-incandescente », mesures
 - Simulation d'une consommation (ordinateur + graphiques)
 - Promotion LBC et « étiquette énergie » via supports papiers
 - Infos-alerte sur sécurisation branchements électriques

Contenu et outils des visites

Visite n°1

- **Fayaman = les habitudes et l'éclairage**

- Explication de la facture d'électricité (estimation, lien entre usages et consommation, calcul du coût...)
- Tour du logement + diag technique et des habitudes de consommation
- Un dépliant bilingue sur les habitudes énergétiques (éclairage, usages et entretien des frigos)
- Une mallette de démo LBC-incandescentes + remplacement d'office des incandescentes détruites aussitôt (2 euros l'unité)
- Discussions et conseils personnalisés à partir observations faites dans le logement



Contenu et outils des visites

Visite n°2

- **le froid domestique et la sécurisation des installations électriques :**

- Logiciel Simul'Conso DOM (le froid = 70 % de la facture)
- Zoom sur les appareils à « faire du froid » et Etiquette énergie
- Le dépliant visuel « branchements électriques »
- Pose d'un économètre pour mesurer = faire la preuve

- **Aspect pédagogique fondamental :**

- agir sur la « culture énergétique » en situation interculturelle
- Démarche compréhensive et participative (responsabiliser au nom de la communauté)

Retour d'expérience mars 2009

- baisse 30 % consommation totale aux heures de pointe (= écrêtement des courbes de charge)
- Plus aucune ampoules incandescentes sur le fleuve. Commerçants tous enrôlés
- Marché du froid s'organise (distributeurs à Cayenne et au Suriname associés)
- Ménages sensibilisés de manière pragmatique : baisse du coût de la facture

↔ Extraits des interventions et des échanges

« L'homme n'a pas de mémoire, on recommence ici des choses que l'on a déjà essayées ailleurs. Tous les pouvoirs sont donnés aux ingénieurs mais attention à la technique sans prendre en compte les spécificités sociales du territoire. »

« En Nouvelle Calédonie, les gens refusent l'électricité. »

« Cette présentation n'est pas si exotique, notamment avec les changements climatiques, nous verrons se développer de nombreux problèmes liés au développement de la climatisation. »

Pourquoi EDF n'a pas mis une énergie renouvelable ?

MC Zelem – Il n'y a pas de services d'entretien pour les systèmes « énergies renouvelables », et ce à cause d'un manque de compétences.

Pauvreté, mal logement et précarité énergétique en région PACA Une enquête exploratoire

Suzanne de Cheveigné, Florence Bouillon et Johanna Lees,
SHADYC–EHESS-CNRS

Les indicateurs du mal logement et de la précarité énergétique en région PACA

Les sources mobilisées

Les enquêtes et indicateurs de l'INSEE (recensement général de la population, Enquêtes logement, indices des prix à la consommation)

- Le rapport de la Fondation Abbé Pierre pour le logement des personnes défavorisées (2009)
- Le rapport *La France précaire* du Secours catholique (2003)
- L'Atlas social régional élaboré par le DROS (2006)

Une région très inégalitaire

Revenu Fiscal par unité de consommation (uc)

	Médiane (euros/uc)	1er décile (euros/uc)	9ème décile (euros/uc)	Rapport interdéciles
Alpes de Hautes Provence	12 877	4 654	25 569	5,5
Hautes Alpes	13 023	5 552	25 140	4,5
Alpes-Maritimes	14 318	4 422	30 583	6,9
Bouches du Rhône	13 318	3 379	28 096	8,3
Var	13 460	4 231	27 371	6,5
Vaucluse	12 174	3 514	25 580	7,3
PACA	13 409	3 861	28 098	7,3
France métropolitaine	13 949	5 152	28 657	5,6

La pauvreté en région PACA

- 300 000 ménages sont considérés comme pauvres (soit 14% des ménages résidant en PACA)
- 450 000 ménages sont considérés comme modestes (soit 22%)
- La pauvreté concerne essentiellement des ménages de moins de 50 ans, des familles nombreuses et monoparentales

Le mal logement en région PACA

- 10 000 personnes sans domicile fixe en PACA
- 17 000 personnes vivent dans des hôtels meublés, des campings ou un hébergement familial
- 345 000 personnes sont "mal-logées"
- 105 000 propriétaires sont très démunis

Des loyers élevés...

- 22% des ménages locataires en PACA sont en difficulté de paiement des loyers, contre 17% en France métropolitaine
- Le loyer moyen dans le secteur privé est de 517 euros, soit 10% de plus que dans les autres régions
- Les loyers en secteur libre sont supérieurs de 60% aux loyers en secteur réglementé

... Mais un important déficit de logements sociaux

- La région PACA compte 10% de logements sociaux (contre 14% de l'ensemble des régions françaises)
- 110 000 ménages en 2008 ont déposé ou renouvelé une demande de logement HLM (dont 35 000 ménages modestes)
 - 42% des demandes de logement HLM sont satisfaites au bout d'un an et plus (contre 26% en France métropolitaine)

Les personnes vulnérables résident plus souvent en logement interstitiel dans la région PACA

Zone concernée Situation de logement	PACA	France métropolitaine
<u>Logements stables</u>		
Location HLM	19,7 %	41,9 %
Hébergement collectif	5,2 %	4,6 %
Location privée	39,9 %	28,7 %
Propriétaire	2,3 %	4,3 %
Total	67,1 %	79,5 %
<u>Logements précaires</u>		
Hôtel, pension, garni	4,5 %	1,8 %
Caravane, péniche	0,9 %	2,1 %
Famille, amis	9,2 %	7,8 %
Foyer et abri de fortune	18,3 %	8,8 %
Total	32,9 %	20,5 %
TOTAL	100 %	100 %

Un taux d'effort élevé

- 755 000 personnes sont bénéficiaires des aides au logement, soit plus d'1/3 de la population régionale
- Entre 2003 et 2006, le taux d'effort moyen après versement des aides est passé de 26,7% à 29% en PACA
- Le taux d'effort des ménages les plus pauvres est de 41,3%

Qualité des logements et précarité énergétique

- 65% des logements en PACA datent d'avant 1974
 - 12 000 logements ne disposent pas du confort sanitaire de base (douche, baignoire, WC intérieurs)
 - 175 000 logements ont un confort "acceptable" (équipement sanitaire de base, mais sans chauffage, ou par des appareils indépendants)

Les principaux défauts constatés

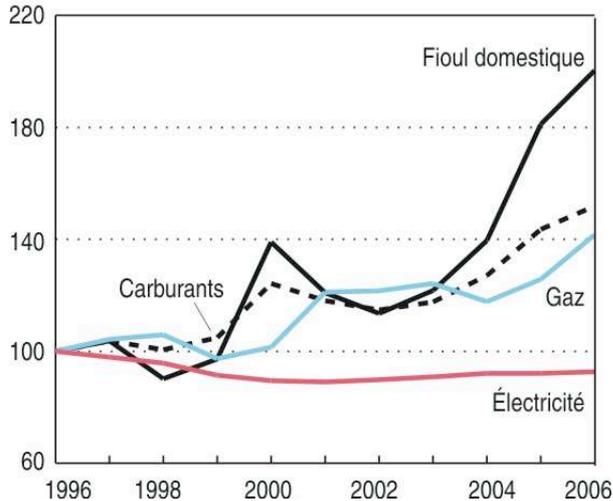
- Traces d'humidité (19% des logements)
- Infiltrations d'eau (18%)
- Mauvais état du revêtement (12%)
- Insuffisance de l'isolation thermique (7%), du chauffage (6%) et de l'installation électrique (2%)
- 123 000 logements comportent au moins 3 de ces défauts

Des ménages pauvres particulièrement concernés

- Plus de 4 ménages pauvres sur 10 se plaignent de la qualité de l'air, du bruit ou de l'insécurité
- 11% des ménages pauvres n'ont pas de chauffage central
- 21% ont eu à subir des infiltrations d'eau dans les 12 derniers mois
- 29% estiment que leur chauffage est de mauvaise qualité (21% pour les autres ménages)

Un coût de l'énergie en augmentation

indices base 100 en 1996



Précarité et inégalités énergétiques en France

- La facture annuelle en énergie s'élève à 1000 à 1500 euros par ménage
- 5 millions de foyers seraient concernés par la précarité énergétique en France
- Les ménages pauvres consacrent 15% de leurs revenus aux dépenses énergétiques, contre 6% pour les ménages les plus aisés

↔ Extraits des interventions et des échanges

Parle t-on de précarité Énergétique pour les publics vivant en squat ? Nous sommes sur des zones de non droits, un public très marginalisé, les institutions seront plus difficiles à mobiliser. On doit faire appel à des leviers qui sont différents.

F Bouillon – Les quats font partie intégrante de la précarité énergétique.

L'idée est de toucher à travers cette étude des personnes qui n'ont pas recours à des dispositifs. De comparer des zones rurales et des zones urbaines.

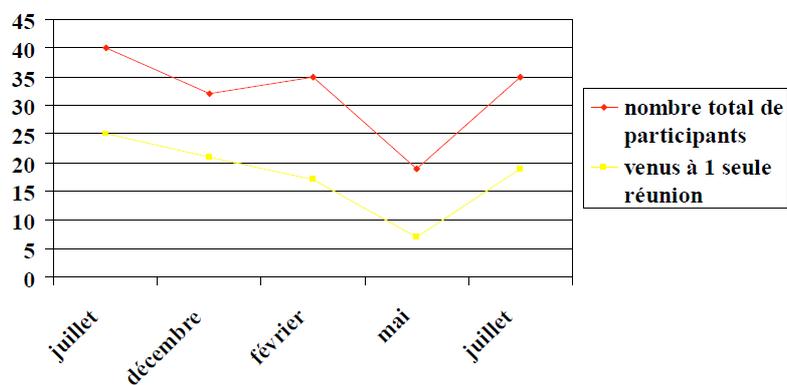
Qu'est-ce que le RREP ?

Une approche quantitative Bilan chiffré des réunions et des membres du RREP après un an d'existence.

Florence Bouillon et Johanna Lees, SHADYC-EHESS-CNRS

Evolution du nombre de participants par réunion

On observe une relative stabilité du nombre de participants par réunion, qui s'élève en moyenne à 30-35 personnes.



Répartition des nouveaux venus par réunion

A l'exception de la dernière réunion, qui fait certainement exception en tant que « journée-bilan », la proportion de personnes nouvelles au cours de chaque réunion va en décroissant. Il est cependant à noter que des « nouveaux venus » continuent à apparaître, ce qui est signe de dynamisme et peut notamment être interprété comme le signe de l'efficacité des moyens de communication développés par le RREP.

Des modalités d'implication variées

Sur plus de 300 contacts destinataires de la newsletter, 190 ne sont jamais venus à une réunion (nous les appellerons les « informés »), 89 sont venues à une seule réunion (les « intéressés »), 28 à deux réunions ou plus (les « impliqués »). Les six autres personnes font partie du comité d'organisation du RREP. Un « noyau dur » de 28 personnes semble donc se dégager. Nous nommerons par la suite « groupe actif » les 117 personnes étant venues une fois au moins à une réunion du RREP.

Fréquence de participation des impliqués

Parmi les 28 « impliqués », 15 personnes sont venues à deux réunions, 8 à trois réunions, 4 à quatre réunions et une aux cinq réunions. 18 personnes parmi les « impliqués » sont présentes à la journée-bilan du 2 juillet 2009, ce que nous interprétons comme une indication supplémentaire de leur implication. L'intérêt thématique, la proximité géographique et la disponibilité semblent être les principaux facteurs de présence ou d'absence aux réunions.

Origine géographique des membres du groupe actif

Plus des ¾ des membres du « groupe actif » travaillent dans le département des Bouches-du-Rhône. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : l'implantation des associations organisatrices du RREP, un territoire plus impliqué que les autres, la plus grande fréquence des réunions dans ce département... Il en ressort une difficulté à construire un réseau qui soit à l'échelle régionale, dans une région par ailleurs très vaste sur le plan géographique.

Origine géographique des participants en fonction du lieu de la réunion

Ce tableau témoigne de ce qu'il existe un « effet de proximité » des réunions

Département d'origine des participants	Réunion dans le dpt 13	Réunion dans le dpt 06	Réunion dans le dpt 84
13	76%	43%	53%
06	0,8%	31%	0%
84	7%	3,5%	42%

Analyse par champ d'activité des structures du groupe actif

En termes de champs d'activités, il ressort que près d'un tiers des membres du RREP travaillent dans **l'action sociale** et le **logement**, 20% environ dans **l'énergie** et **l'environnement**, le reste se dispersant entre diverses activités (recherche, formation, conseil...). Les trois principaux domaines concernés par la précarité énergétique sont donc représentés de manière à peu près équilibrée.

Analyse par champ d'activité des structures des impliqués

Si l'on restreint l'analyse au groupe des « impliqués », on voit qu'on y trouve davantage de membres exerçant dans le champ de l'environnement et de l'énergie (34%), et un peu moins de personnes exerçant dans le champ de l'action sociale (25%) et du logement (22%). Les professionnels de l'environnement sont donc globalement un peu moins nombreux à être impliqués dans le RREP, mais ceux qui le sont le sont de manière plus intensive. On notera, comme précédemment, l'absence du secteur de la santé.

Ventilation par type de structure au sein du groupe actif

En termes de type de structure à présent, le « groupe actif » est majoritairement composé d'associations (37%), puis des services de l'Etat (22%), puis des collectivités territoriales (20%), enfin des bailleurs sociaux (14%) et des entreprises (11%). Certaines personnes représentant plusieurs associations, ou bailleurs sociaux..., ces proportions doivent être interprétées avec précaution. Les collectivités territoriales sont essentiellement des conseils généraux (13, 06 et 84). On relèvera la quasi-absence de bailleurs privés (certaines structures ont cependant un statut semi-public) et des entreprises du bâtiment, ainsi que des fournisseurs d'énergie autres qu'EDF/GDF.

Ventilation par type de structure au sein des impliqués

Pour ce qui est des « impliqués », les associations y sont davantage encore représentées, avec plus de 50% des membres. Les collectivités territoriales (11%) et les bailleurs (4%) le sont nettement moins que dans le « groupe actif », les autres groupes étant à peu près stables.

Analyse par fonction des personnes du groupe actif

En termes de fonction professionnelle à présent, on observe que près de la moitié des participants (46%) assument des fonctions de type « administratif », 45% sont des acteurs dits de « première ligne » (24% dans le social et 21% dans le technique), 9% ont une fonction politique et 5% de recherche. La faible représentativité des décideurs politiques peut donc être notifiée.

Analyse par fonction des impliqués

Enfin, si l'on resserre la focale au groupe des « intéressés », la proportion des « administratifs » augmente (61%), celle des personnes agissant dans les domaines social et technique régresse (28%), ainsi que celles assumant des fonctions proprement politiques (7%).

↔ Extraits des interventions et des échanges

La question de la représentativité dans le RREP :

Une catégorie est un peu oubliée, celle qui représente les locataires (les CNL pour CLCV par exemple).

En terme de parité, si les femmes sont plus représentées c'est que les métiers du social sont les plus représentés.

Il faudrait que le réseau implique le réseau des Mutuelles Sociales Agricoles (MSA) afin de faciliter la connaissance des familles rurales qui sont en précarité énergétique mais qui ne sont pas inscrits dans des dispositifs sociaux.

Une structure ou une personne peut représenter plusieurs personnes constituant un réseau (Réseau Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI), Association régionale des HLM (ARHLM) ...)

Les outils d'information et de communication

Les outils d'information et de communication sont-ils adaptés en fonction des types de professionnels, notamment ceux de la santé ?

Pour comprendre l'intérêt des participants à se rendre à ces journées, il faudrait croiser le nombre de personnes, les fonctions et les thématiques de la journée.

Notre principal frein sur les contacts c'est l'image du réseau. L'image associative semble être moins mobilisatrice que si les invitations émanaient d'une institution.

Nous insistons d'ailleurs sur le rôle de chacun à relayer le message à leurs contacts et réseaux.

Synthèse de l'année écoulée : Le RREP déjà 1 an ... Quelles idées, quelles actions?

Nous avons fait la synthèse de l'ensemble des expériences qui ont été présentées et des échanges qui se sont déroulés au cours de cette 1ère année de fonctionnement du réseau.

Cette synthèse permet de pointer les pistes d'approfondissement envisagées et d'échanger sur les perspectives pour l'année à venir, l'idée étant de commencer à élaborer collectivement une programmation des actions à mener pour le réseau

Comme toute synthèse, elle ne prétend pas à l'exhaustivité, nous n'avons pas relevé tous les détails ; Si certaines actions ne sont pas détaillées comme vous le souhaitiez...des compte-rendus détaillés sont disponibles sur l'espace internet du réseau.

1 Définir la précarité énergétique en PACA (Journée thématique 2 juillet 2008 Marseille)

a) Vers une définition consensuelle ?

Définition Anglaise (fuel poverty) :

Toute personne devant consacrer plus de 10 % de son revenu disponible au paiement de ses factures d'énergie est en situation de précarité énergétique

Définition européenne ?

La difficulté, voire l'incapacité à pouvoir chauffer correctement son logement et ceci à un coût acceptable.

Un projet récemment déposé au parlement Européen reprenait cette définition et situait le « coût acceptable » à deux fois la moyenne des dépenses dans le pays concerné. Soit pour la France un « seuil » à 7,6 % (2 fois 3,8%).

b) Tentative de définition

Un phénomène difficile à appréhender, « la précarité énergétique n'est que la partie émergée d'une précarité plus généralisée »

- **Qui est touché par la précarité énergétique ?**

Propriétaires occupants, locataires dans le parc public et privé...

- **Comment identifier un ménage en précarité énergétique ?**

Impayés d'énergie, dossiers de surendettement = critères insuffisants, ne reflétant pas l'intégralité de la situation

De nombreux indicateurs à prendre en compte : sociaux, sanitaires, état des logements, dépenses énergétiques...transports

- **Comment croiser les données des différentes structures sociales, médicales, logement ?**

Chaque organisme a ses propres critères, questions de confidentialité

➡ **Nécessité de mieux se connaître, d'échanger, de croiser nos pratiques professionnelles**

➡ **L'amélioration du bâti est le levier principal pour lutter efficacement contre la précarité énergétique**

a) Un contexte défavorable

- Une réglementation pour la construction neuve...et depuis seulement novembre 2007 pour la réhabilitation. : **Il y a urgence à réhabiliter le parc ancien.**
Difficultés pour les familles à faire l'avance des travaux

Des leviers pour agir

- Ecoprêt à taux zéro, crédit d'impôt, aides des collectivités territoriales
 - Fonds sociaux d'aide aux travaux
 - Autoréhabilitation accompagnée
- Microcrédit social
- Prêts relais sociaux, aides de fondations...

b) les fonds sociaux d'aide aux travaux

Les expériences de Gefosat, Adil 26 et Polenergie

1. **Repérage** de la famille *travailleur social*
2. Réalisation d'un **diagnostic énergie**
Médiation propriétaire/locataire *thermicien & travailleur social*
3. Montage du **dossier de cofinancement**

Cofinancement de travaux d'amélioration et d'équipements (Chauffage, isolation...)

Fourniture de petit matériel économe en eau et/ou en énergie

Freins identifiés	Des leviers pour agir
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Complexité du montage financier ✓ Avance des travaux ✓ Mobilisation des CG, information des élus sur le dispositif ✓ Identification des familles et critères d'attribution ✓ Manque de moyens humains et compétences pluridisciplinaires ✓ Mobilisation des propriétaires bailleurs ✓ Compétences des artisans ✓ Nombre de dossiers/an, coût de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Décloisonnement des partenaires ✓ Portage institutionnel ✓ Mobiliser de nouveaux financements (banques, microcrédit...) / établir un bilan local des fonds mobilisables ✓ Mutualisation d'expériences et de données chiffrées ✓ Montage de partenariat (travailleurs sociaux, medico-sociaux, associations techniques, institutions, artisans) ✓ Binôme thermicien/travailleur social ✓ Formations spécifiques ✓ Une réelle démarche de développement durable

c) L'autoréhabilitation accompagnée

Les expériences des Compagnons Bâisseurs, d'Habitation

1. Repérage des familles *opérateur /partenaires sociaux*
2. Etat des lieux du logement *animateur technique/travailleur social*
3. Médiation propriétaire/locataire



Freins identifiés	Des leviers pour agir
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Multi compétences – accompagnement technique et social ✓ Publics touchés restreints ✓ Mobilisation des familles, dimension collective ✓ Montage financier complexe ✓ Ne concerne souvent que les petits travaux ✓ Mobilisation des propriétaires ✓ Sécurité, responsabilité, problèmes juridiques 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Travail partenarial, diagnostic partagé ✓ Autonomie des familles, appropriation du logement, redynamisation des liens familiaux, valorisation personnelle, entraide... ✓ Médiation propriétaire/locataire ✓ Essaimage du dispositif et création de structures relais par de la communication et de la formation ✓ Un réseau national, un travail d'évaluation

3 Sobriété & efficacité énergétique (journée thématique du 5 mai 2009 à Pertuis)

a) Information et pose de kits économes

L'expérience d'Ecopolenergie

1. Formation des agents Logirem
2. Repérage des familles volontaires par un agent
3. Diagnostic à domicile et pose du kit par la famille *binôme agent / thermicien*
4. Autorelevé des compteurs d'eau
5. Edition mensuelle d'une fiche de suivi des consommations
6. Réunion Bilan

L'expérience de Médiance 13

1. Formation des salariés
2. Repérage des familles via le FSL
3. Diagnostic à domicile et pose du kit
4. Entretiens individualisés et réunions d'information

Freins identifiés	Des leviers pour agir
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des équipements ✓ Manque de lisibilité sur le contenu des charges pour les locataires ✓ Mobilisation des familles sur des réunions d'information ✓ Moyens humains ✓ Reproduction de l'action auprès d'autres bailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmenter légèrement le loyer en prévoyant une baisse des charges ✓ Mutualisation et création d'outils de communication sur les charges ✓ Implication des familles ✓ Implication des agents des bailleurs, développement d'une culture commune ✓ Formation ✓ Travail partenarial, binôme thermicien/agent ✓ Intégration dans les contrats robinetterie

4 L'habitat social collectif

Nous avons décidé de traiter pour cette synthèse le cas particulier de l'habitat collectif à part car il est transversal et touche à la fois l'amélioration du bâti et l'efficacité énergétique sans constituer pour autant un dispositif spécifique en soi.

Nous avons pu bénéficier du retour d'expérience de 2 bailleurs sociaux de la région sur des expériences d'optimisation des consommations en vue de diminuer les charges.

a) L'OPAC 05

1 Installation d'une télégestion

Régulation de la chaudière, calcul journalier de la consommation, mesure du niveau de la cuve de fioul, transmission d'alarmes à la société de maintenance

2 Edition d'une feuille de bilan mensuel

Ratios de consommation, indicateurs de performance énergétique (kWh/m².an, eqCO₂/m².an, €/an)

3 Affichage des résultats dans les halls d'immeubles avec des conseils d'économie

b) La Logirem

1 Gestion de l'eau

Installation d'équipements économes (robinets et sanitaires), réducteurs de pression, amélioration des contrats d'entretien, installation de compteurs divisionnaires

2 Gestion de l'énergie

Equipements en LBC, calorifugeage des installations chauffage et ECS

3 Information des locataires

Suivi individualisé des consommations, diffusion d'outils et supports de communication

Freins identifiés	Des leviers pour agir
<ul style="list-style-type: none">✓ Manque d'une culture commune sur l'énergie✓ Méconnaissance des consommations✓ Moyens financiers pour réhabiliter, problématiques de l'augmentation des loyers conventionnés✓ Cloisonnement des services habitat / sociaux✓ Participation des habitants <p>L'individualisation des charges : un désengagement des bailleurs ? / meilleur suivi des consommations</p>	<ul style="list-style-type: none">✓ Former les collaborateurs des sociétés HLM, qualifier les personnels de maintenance✓ Favoriser le suivi et l'affichage des consommations d'énergie et d'eau✓ Travailler les contrats d'exploitation (clause d'intéressement aux économies)✓ Suivi technique et social dans le temps✓ Favoriser le partenariat avec les associations locales✓ Des démarches transversales en terme d'aménagements✓ Des aides à l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments, certificats d'économie d'énergie, diagnostic de performance énergétique

Des pistes d'actions à retenir

Au regard de l'analyse de l'ensemble des thématiques résumées ci-dessus, des points et pistes d'action communs ressortent :

- ✓ Développer les **financements**, réaliser un inventaire des financements mobilisables
- ✓ Développer une **culture commune** : renforcer les partenariats entre acteurs de l'énergie, du logement, de l'action sociale
- ✓ **Former** les acteurs sociaux et du logement
- ✓ Développer les actions en direction des **petits propriétaires privés**
- ✓ Travailler sur **l'accueil des nouveaux entrants**
- ✓ Construire des **logements économes** et prendre en compte les **comportements des usagers** dans ces logements
- ✓ Développer et mutualiser les **outils d'information et de communication**
- ✓ Passer de l'expérience pilote à la **généralisation** : diffuser les bonnes pratiques, former les porteurs de projet, inventer de nouveaux métiers

Perspectives : Des idées aux actes !

L'objectif est bien de réfléchir ensemble à la construction des actions du réseau pour l'année à venir. A partir de la synthèse réalisée nous avons listé les thèmes suivants :

Approfondir des expériences

1. Les fonds sociaux d'aide aux travaux
2. L'autoréhabilitation accompagnée
3. Réhabilitation en habitat social
4. Réhabilitation en copropriétés privées
5. Information/Conseil, suivi des familles, kits économes (Sobriété et efficacité énergétique)

Approfondir des thématiques transversales

6. Connaissance des habitants, quantitatifs et qualitatifs
7. Acteurs à mobiliser (bailleurs, communes, entreprises, institutions)
8. Les financements mobilisables (existants ou à créer)
9. Lien avec les réseaux existants (EFx, EIE, LHI, H&D, ARHLM, compagnons bâtisseurs...)
10. Les outils concrets de sensibilisation des ménages (expo, guides, plaquettes...)
11. Les aspects juridiques et réglementaires (lois Boutin, libéralisation des marchés de l'énergie...)
12. Les aspects techniques (isolation, réducteurs de débit...)

Puis nous avons demandé aux participants de noter ces thèmes (*Notez chaque thème de 3 à 1 (3 = thème à approfondir en priorité – 2 = moyennement prioritaire - 1 = non prioritaire)*)

Après consultation de la salle, voilà ce qui en est ressorti, vous remarquerez que trois nouveaux thèmes ont été rajoutés à la demande des participants (du 13 au 15) :

Thèmes d'approfondissement proposés	TOTAL	rang
1. Fonds sociaux d'aide aux travaux	76	4
2. Autoréhabilitation accompagnée	61	12
3. Suivi des familles, pose de kits économes	73	7
4. Réhabilitation en logement social	65	9
5. Réhabilitation en copropriété privée	74	6
6. Connaissance des habitants, typologie	65	9
7. Acteurs à mobiliser	90	1
8. Financements mobilisables / à créer	84	2
9. Liens avec les autres réseaux, mise en commun	73	7
10. Outils de sensibilisation des ménages	75	5
11. Les aspects juridiques et réglementaires	82	3
12. Les aspects techniques	57	13
13 mise en perspective historique	38	15
14 propriétaires occupants	62	11
15 transports	53	14

↔ Extraits des interventions et des échanges

*Il faut absolument **s'appuyer sur les médias** pour développer l'information auprès des publics qui en ont le plus besoin.*

AICS (Agence Immobilière à Caractère Social) - L'innovation dans ce réseau c'est la diversité des acteurs réunis au même endroit au même moment.

*Nous pourrions profiter de cela pour faire émerger des **projets transversaux**. Par exemple, dans nos projets nous aurions besoin de thermiciens qui complèteraient le travail des travailleurs sociaux qui accompagnent les familles*

*Et donc pourquoi pas organiser des journées spécifiques de montage de projets transversaux pour **être dans l'opérationnel**.*

Il faudrait formuler une caractérisation des logements propices à la précarité énergétique, par exemple comment cela se traduit-il en termes juridiques ?

Donc un autre projet transversal opérationnel à tester serait de lier les approches scientifiques, juridiques, sociales, en rassemblant les élus, les réseaux associatifs, sociaux, les entreprises....

Quand on intervient dans les familles, la demande N°1 est d'être relogé. Il faudra parvenir à transformer cette demande de façon à ce que la famille soit bien chez elle et qu'elle reste dans le logement grâce aux petits travaux.

Il faut aussi aller voir à l'étranger comment ça se passe afin d'anticiper les situations les plus graves, en Angleterre par exemple où le marché de l'énergie est dérégulé depuis plus de 10 ans.

Nous pouvons aussi ouvrir la porte sur la question des transports : la précarité énergétique comprend aussi les charges liées au transport. Les prochaines journées pourraient faire témoigner des communes qui ont mis en place les transports gratuits : communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Gap....

PROCHAINE RENCONTRE

Le lieu et le programme de cette rencontre vous seront communiqués ultérieurement